

Jean-François Copé est désormais sous protection policière : l'étau islamique se resserre !

Jean-François Copé est désormais placé sous protection policière ! Telle est la réponse de la République aux menaces islamistes proférées à l'encontre du président de l'UMP, dont l'unique grief est d'avoir demandé l'interdiction de la burqa dans l'espace public.

Cette réponse, apparemment logique, est préoccupante.

Elle signifie, d'abord, que l'Etat n'a plus les moyens d'assurer la sécurité physique de ses propres représentants, comme de l'ensemble des Français !

Elle signifie, ensuite, que ce même Etat admet sur son territoire des prêcheurs susceptibles de menacer de mort qui bon leur semble.

Elle signifie, en outre, que la liberté d'expression n'existe plus, car cette liberté ne saurait être sans les libertés de procédure et de culture. En effet, tandis que la liberté de procédure permet l'expression de chacun dans un contexte de non-intimidation – ce qui, pour un Etat démocratique, est la moindre des choses – la liberté de culture permet à qui s'est exprimé de se sentir à la fois reconnu et protégé, ce qui n'est pas une chose moindre, puisque c'est la marque de l'intériorisation de règles pacifiques d'existence sans lesquelles la liberté d'expression ne saurait être libre ! Or, nous sommes d'autant plus éloignés de la liberté de culture que nous ne savons plus satisfaire à la liberté de procédure. L'intimidation est devenue l'arme des islamistes, c'est-à-dire de ceux qui ne veulent que l'islam, y compris en terre non islamique. Cette arme est redoutable, bien entendu, car l'intolérance dont elle fait preuve à l'égard de la pensée non

musulmane se targue d'une tolérance purificatrice d'inspiration divine – et l'on ne peut rien objecter au divin, puisqu'il est divin !

Elle signifie, par ailleurs, que l'Etat tremble sur lui-même, et que derrière l'énergie d'un Jean-François Copé, d'un André Gérin ou d'un Jacques Myard défendant courageusement nos valeurs contre les prétentions anti-laïques et anti-républicaines de l'islam, s'abritent de nombreux dhimmis, à commencer par Martine Aubry, qui se couche devant les fondamentalistes avec ses piscines lilloises à horaire islamique, Bertrand Delanoë, qui l'imite en autorisant les prières musulmanes dans les rues de la capitale, ou encore François Hollande, qui préfère invoquer la «fraternité» et le «refus des discriminations» plutôt que de se prononcer contre le port de la burqa !

Elle signifie, enfin, que l'Etat se trouve face à lui-même, c'est-à-dire face à ses propres contradictions. Trop d'immigration tue l'intégration : ne le sait-il pas ? Toutes les cultures ne sont pas miscibles : ne le sait-il pas davantage ? Toutes les valeurs sont valables. Ah bon ? Même celles qui nient l'intégralité des Droits de l'Homme ? Que peut bien valoir une démocratie qui accepte en son sein pareille négation ? Toute religion est théocratique. Mais comment en serait-il autrement ? Et quelles en sont les conséquences, sinon que Dieu seul commande, et non les hommes, autrement dit que les lois humaines doivent être subordonnées aux lois de Dieu ? Aucune religion n'est laïque, et moins encore l'islam, qui exige – pour l'Etat français lui-même ! – soumission inconditionnelle aux préceptes coraniques.

Ce n'est donc pas en faisant la part belle à l'islam que l'on créera les conditions d'une France unie. L'unité nationale n'est possible que si la fameuse diversité va dans le sens des valeurs laïques et républicaines. Or, comment cela se pourrait-il s'il est vrai que de plus en plus d'immigrés de confession musulmane récusent notre législation ?

Mon seul espoir est dans l'évidence à venir, car les menaces

qui obligent aujourd'hui Jean-François Copé à être protégé en permanence dans ses déplacements entre l'Assemblée nationale, son domicile, et l'Hôtel de ville de Meaux dont il a la charge, vont se multiplier à grande vitesse, jusqu'au jour où, même pour une France éprise d'accueil, le point de non-retour sera atteint. Alors ?

Alors, si l'on ne veut pas atteindre ce point de non-retour, il importe de se saisir sur l'heure de nos fondamentaux, et, par suite, de proscrire sans plus attendre non seulement la burqa, mais tout voile dans la sphère publique ; de mettre un terme aux prières sauvages dans la rue, sur les parkings, sur le parvis de nos églises et de nos mairies ou dans quelque domaine public que ce soit ; de stopper l'immigration musulmane ; de supprimer les passe-droits à caractère religieux, et ce, dans tous les secteurs, qu'il s'agisse de la finance, du travail, de l'école, de la santé, de l'alimentation, des transports, des sports, des loisirs... Bref, il s'agit d'en finir avec nos lâchetés, ce qui exige de renouer avec le respect que nous nous devons, et que nous devons aussi aux générations futures !

Maurice Vidal